

27 novembre 2009 Toulouse

Gouvernance et intervention des Régions dans le champ de l'orientation. Présentation d'une étude réalisée par le Céreq

Mme Isabelle BORRAS, Chercheur économiste au LEPII-CNRS, centre associé du Cereq Rhône-Alpes, Université Pierre Mendès-France, Grenoble)

Une intervention à partir de :

« **Le pilotage de l'orientation scolaire et professionnelle : *le sens des réformes*** »

Note Emploi Formation n°29-Juillet 2008-Céreq

Isabelle BORRAS (CAR-Cereq-Lepii- Grenoble) en collaboration avec **Thierry BERTHET** (CAR, Bordeaux), , **Etienne CAMPENS** (CAR Clermont), **Claudine ROMANI** (Cereq Marseille)

Les travaux du Cereq sur l'orientation (2007-2008)

- Une “plateforme” d'études et recherches (11 centres associés, 30 participants) et deux entrées :
 - Les politiques et les dispositifs d'orientation.**
 - Les parcours et les choix d'orientation.**
- Revues de littérature et enquêtes (2 600 jeunes scolarisés, jeunes sortis du système scolaire, acteurs locaux de l'orientation...)

Série de “Nef” et de “Bref” Céreq en 2008.

- **Les choix d’orientation face à l’emploi** (Borras, Legay, Romani)
- **Choix d’orientation et logiques institutionnelles** (Boudesseul, Grelet)
- **Orientation, quels repères pour trouver son chemin** (Boudesseul, collab. Grelet, Coinaud, Vivent)
- **Orientation, la parole aux élèves** (Berthet, coord. Dechezelles, Gouin, Simon)
- **Les acteurs locaux de l’orientation scolaire, un exemple aquitain** (Berthet, coord. Dechezelles, Gouin, Simon)
- **Le système d’orientation : entre choix individuel et contrainte d’action publique** (Berthet, Grelet, Romani coord.)

Plan de mon intervention

- Problématique de la Nef 29 : contexte, question et méthode
- Pilotage et réformes internes par segments (jeunes, demandeurs d'emplois, salariés) : le rôle du national
- Pilotage et réformes transversales (coordination territoriale et qualité) : le rôle des Conseil régionaux
- Pistes pour une action publique rénovée : trois piliers

1. Problématique : contexte, ...

- Une attente croissante de « conseil en OTLV » du fait de la multiplication des mobilités tant scolaires que professionnelles
- Des services publics segmentés par publics (jeunes, demandeurs d'emplois, salariés) sans gouvernance d'ensemble, souvent discrédités (approche psychologique), peu mobilisés, insuffisants pour les salariés

1 - ...question et méthode

Comment faire évoluer l'offre de services d'orientation scolaire et professionnelle pour répondre aux nouvelles attentes de la société actuelle ?

Un éclairage des décideurs nationaux et régionaux sur les réformes en cours : une revue de la littérature avec des exemples à l'étranger visant à mettre en relief les spécificités institutionnelles de la France.

2. Pilotage et réformes internes : le rôle des acteurs nationaux

Jeunes/Scolaires. France : « *un service public et un diplôme d'Etat* »

- *France* : pilotage clair, prestations discutées et réforme en cours
- *Débats à l'étranger* : privatisation, responsabilisation des enseignants, passerelles avec l'entreprise...

Demandeurs d'Emploi. France : « *un service spécialisé au sein du SPE* »

- *France* : un conseil en orientation 'éclaté' entre les acteurs du SPE et un instrument des politiques actives de l'emploi
- *Débats et problèmes à l'étranger* : Conseil spécialisé ? Conseil indépendant ou subordination au placement/à la formation ? Diversifier les services pour répondre aux différents publics ? Faiblesse de l'orientation en formation...

Salariés. France : « deux dispositifs paritaires le BDC et la VAE »

- *France* : dispositifs paritaires encadrés par la loi sur la FPC, réformes (développer les services, l'égalité d'accès et les droits individuels)
- *Débats à l'étranger* : Développer les services dans les entreprises ou le SPE en impliquant les employeurs et les partenaires sociaux

3. Pilotage et réformes transversales : le rôle des Régions

France : une lente prise de responsabilité des Régions depuis 1993

- Le flou des responsabilités Etat/Région
- Trois objectifs initiaux partagés par les Régions (mutualiser les connaissances sur les besoins, développer les coopérations entre réseaux, développer la couverture territoriale)

Réformes transversales à l'étranger

- Décloisonner/Coordonner les services :
 - Au niveau central dans un Ministère
 - Au niveau régional : gouvernance multi-niveaux
 - Au niveau local : guichets uniques spécialisés
- Pilotage stratégique : standards de qualité
 - Référentiels de compétences et codes de déontologie à l'initiative des professionnels
 - Normes de gestion et procédures d'accréditation des organismes délivrant du conseil en orientation

4. Conclusion en vue d'une action publique renouvelée.

- **En résumé pour la France,**
 - Pas de pilotage central de l'OTLV
 - Des régions pionnières sur le sujet
 - Tentatives de gouvernance régionale
 - Débuts de réflexion sur la qualité
 - Jusqu'en 2008, une action régionale peu relayée par l'Etat ce qui pose problème

4. Conclusion en vue d'une action publique renouvelée. Des pistes d'action :

- Repenser une architecture de l'OTLV
 - Instance publique nationale *politique* quadripartite (Etat/Régions/Partenaires sociaux/ Professionnels)- Noyau dur des services publics spécialisés existants (CIO, SIO, SOP) + autres
 - Services publics régionaux d'OTLV : coordination et mise en œuvre territoriale (services de proximité)
 - Développer une réflexion sur des standards de qualité et référentiels de compétence communs

Des réformes, depuis juillet 2008...

- DIO et HCJ : expérimentations « *ayant pour but une organisation intégrée de l'orientation scolaire et professionnelle* », « *définition et suivi d'indicateurs communs de performance et de qualité* » ...
- Projet de loi sur « *l'orientation et la formation professionnelle* » définit les missions du futur délégué à l'information et à l'orientation placé auprès du premier ministre (définit les priorités des politiques, établit les normes de qualité, prépare un plan de coordination des acteurs nationaux de l'orientation ...)

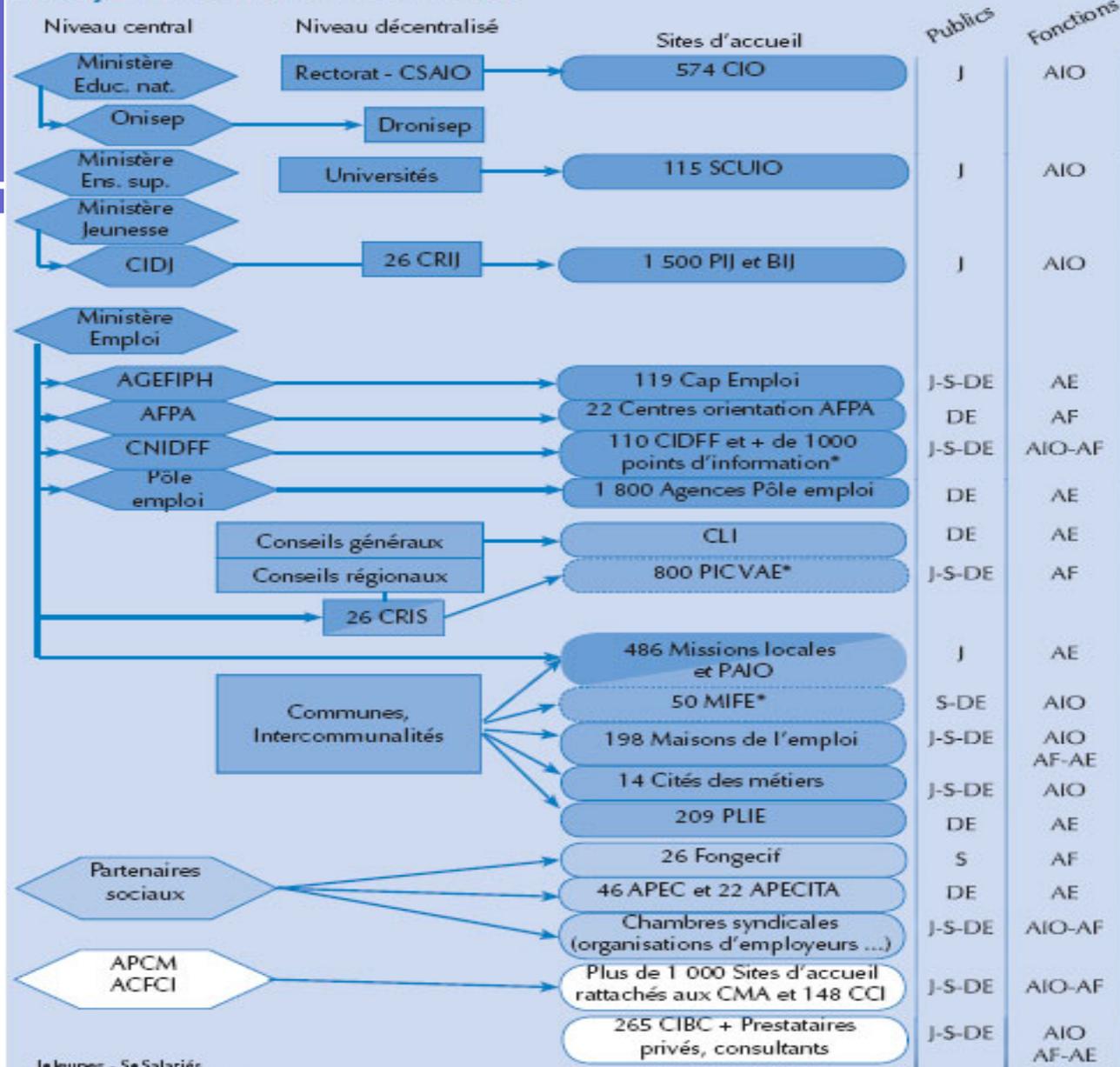
La qualité de l'orientation en débat (Borras, Romani),
Bref n° 264, mai 2009.

- La segmentation des services d'orientation en France est un obstacle à l'amélioration de la qualité.
- Pistes d'actions (référentiels de compétences "Canada"/normes de gestion "Royaume-Uni")
- Questions non résolues
 - Normes génériques ou spécialisées
 - Décentralisation ou re-centralisation : conseil de proximité vs information à distance
 - Quelles procédures d'évaluation ?



**Poursuivons la
discussion !**

Le système d'orientation en France



J•Jeunes - S•Salariés
DE•Demandeurs d'emploi
AIO•Accueil, information, orientation
AE•Accès à l'emploi - AF•Accès à la formation

*Ces sites d'accueil sont implantés dans des structures existantes